

LES PERSPECTIVES

I. - DIFFÉRENTES ÉVOLUTIONS POSSIBLES

Des caractères du stalinisme il résulte qu'un changement de gouvernement ne sera rien sans un changement de toute la couche dirigeante.

Les transformations sociales et économiques auxquelles correspondraient un rétablissement du capitalisme ou au contraire un retour à la dictature du prolétariat ont été l'objet dans la *Révolution Trahié* d'une étude qui est encore valable.

a) Evolutions rétrogrades

Le retour au capitalisme serait une vraie révolution sociale, changeant les rapports de propriétés — entraînant un cortège de famines et autres catastrophes. Toutefois il ne pourrait pas signifier le rétablissement d'une économie libérale bourgeoise, ce serait un retour à l'esclavage du capital dont la forme dépendrait de celle du capitalisme mondial. La structure totalitaire et planifiée serait détruite, mais des secteurs entiers pourraient passer en bloc sous la domination de trusts ou d'États étrangers.

Que le capitalisme revienne pacifiquement ou derrière des bombes, il ne se trouverait pas assez d'éléments prêts à remplacer les actuels bureaucrates et on devrait se servir de ceux-ci. Déjà comme nous l'avons vu, le capitalisme cherche à attirer dans son jeu une partie de ceux-ci ; on sait qu'il y a toute une aile droite comprenant en particulier des officiers supérieurs, qui se montreraient prêts à sacrifier des atouts essentiels de l'économie planifiée dans le compromis avec les impérialistes. Cette aile droite est actuellement contenue, mais elle s'appuie sur des forces de décomposition non négligeables, sur des éléments riches chez lesquels la fortune maintenant autorisée engendre le désir de s'en servir pour accroître revenus et puissance ; les échanges dus à la guerre et à l'occupation du glacis, ont appris à beaucoup de ces riches « l'avantage des placement capitalistes » ; à d'autres éléments ils ont montré qu'en bien des pays capitalistes le niveau de vie était supérieur à celui de l'U.R.S.S. sans qu'ils sachent toujours que le capitalisme actuel n'est pour rien dans cette supériorité. Dans les kolkhoses l'élément individualiste fut toujours fort, il fut renforcé cependant pendant la guerre lorsque les kolkhoses avaient le droit de vendre une partie de leurs produits à des prix arbitrairement élevés au marché noir qui était officiel ; il se renforça lorsque manquèrent les machines qui donnent tout leur sens aux exploitations collectives. C'est le cas des régions dévastées d'où la population travailleuse a dû émigrer vers l'est,

mais est revenue alors que le dénuement était encore très grand (6.000 tracteurs sur 90.000 avant la guerre). On a tâché d'améliorer ces régions par un pillage systématique des pays du glacis, mais cela a mal rendu (par exemple les bêtes mouraient en route). On a dû retarder la reconstruction des habitations. Il y a un mécontentement général, exploitations individuelles des parcelles, danger de désintégration des kolkhoses. Il est symptomatique de voir comment se résoudra cette crise importante. En tout cas, la bureaucratie n'est pas un tout homogène, les circonstances la feront craquer inévitablement et, avec la scission, la question de la propriété des moyens de production devra se résoudre dans un sens ou dans l'autre.

Dans toute l'Union soviétique la guerre a eu des répercussions étant données les pertes terribles de l'économie : 2/3 du charbon, 3/4 du fer et du manganèse produits avant la guerre dans les régions qui furent occupées. Pendant la guerre et depuis, l'aide des U. S. A. est devenue nécessaire. L'orientation de l'immédiat après guerre a changé : à cette époque de cohabitation pacifique avec l'impérialisme on peut constater des signes importants favorisant les tendances capitalistes — lois sur l'héritage, décentralisation et surtout retard à la planification. Les antagonismes mondiaux sont tels que cette politique dut céder le pas à une politique de fermeté et d'intimidation. Cela est un riche enseignement malgré les zig-zags qui peuvent à nouveau changer l'atmosphère politique. Cela prouve — et beaucoup de témoignages le confirment — que la bureaucratie, qui ne croit plus en la révolution, reconnaît tout de même dans son ensemble que son économie planifiée est son principal atout sur l'arène mondiale.

La politique de la bureaucratie jointe à l'inertie du prolétariat mondial peut permettre qu'un jour la pression économique et la menace militaire des impérialismes dépasse considérablement les possibilités de défense de l'U.R.S.S. Les bureaucrates pourront alors se dire : « mieux vaut collaborer avec l'impérialisme que mourir ». Il pourra y avoir un changement de politique analogue à celui qui accompagna le pacte germano-soviétique, mais plus accentué et plus durable.

b) Evolutions progressives

Le retour à la dictature du prolétariat entraînerait des réformes économiques importantes, mais pas de révolution sociale, pas de changements dans les rapports de propriété. Le prolétariat, lit-on dans la *Révolution Trahié*, continuerait et poursuivrait à fond l'expérience de l'économie planifiée. Par

contre, au point de vue politique, le rétablissement de la démocratie prolétarienne serait une entreprise révolutionnaire vu la puissance actuelle de la bureaucratie en U. R. S. S.

La préparation de la révolution en U. R. S. S. même doit être une lutte constante dont il est difficile de déterminer la forme de l'étranger, étant donné le caractère totalitaire et policier du gouvernement. Mais si illégale et primitive qu'elle soit, même fractionnée, elle doit s'identifier à la formation d'un parti révolutionnaire, section russe de la IV^e Internationale, naturellement illégale en U. R. S. S. Les tâches transitoires proposées par ce parti seront celles qui, en bien des endroits pourraient être immédiatement entreprises et feraient avancer le prolétariat russe vers la prise de conscience et l'organisation politique sans lesquelles il ne saura profiter d'aucune circonstance favorable pour renverser la bureaucratie. Signalons parmi ces tâches immédiates : la défense de l'économie collective et planifiée contre les tendances capitalistes et la mauvaise gestion bureaucratique ; la révision équitable des salaires ; la prise de contact avec les partis ouvriers et les syndicats de l'étranger ; la défense de l'internationalisme prolétarien contre le poison du chauvinisme ; la lutte pour le rétablissement des conquêtes d'octobre, en particulier en ce qui concerne l'héritage, l'éducation, la religion et surtout la lutte pour le rétablissement de la démocratie prolétarienne et soviétique à tous les échelons (légalisation de tous les partis soviétiques).

Il est très peu probable qu'une telle opposition arrive à renverser la bureaucratie sans l'aide des mouvements révolutionnaires dans le reste du monde. L'emprise policière de la bureaucratie, infiniment plus efficace que ne l'était celle du tsarisme et surtout le manque d'appui international, empêcheront un développement assez fort tant que subsisteront les rapports de forces actuels. Mais si le travail oppositionnel a été poussé assez, il pourra, à la faveur de changements dans la conjoncture mondiale et singulièrement de victoires prolétariennes dans d'autres pays, se développer rapidement et vigoureusement et réussir à renverser la bureaucratie. Donc, la préparation du renversement révolutionnaire de la bureaucratie passe par la lutte de classes à l'échelle mondiale, et nécessite un niveau révolutionnaire pas encore atteint. C'est sur ce point que le prolétariat étranger à l'Union soviétique peut agir en faveur de son redressement dans la voie du socialisme, très efficacement, bien qu'indirectement. C'est l'organisation de la lutte révolutionnaire qui est le but immédiat du prolétariat mondial. Le renversement révolutionnaire de la bureaucratie qui doit en être une conséquence ne peut pas être envisagé dans l'immédiat, pas plus qu'on ne peut envisager le renversement immédiat de certaines bourgeoisies bien enracinées.

Or, dans la résolution déjà citée de la conférence internationale d'avril 1946

nous lisons, en caractères gras (c'est nous qui soulignons) « *Tout en appelant (le prolétariat soviétique) au renversement immédiat de cette dernière (la bureaucratie stalinienne), la IV^e Internationale ne revise pas sa position sur l'U. R. S. S. en tant qu'Etat ouvrier dégénéré* ». Et plus haut : « *Ainsi la meilleure défense de l'U. R. S. S., plus que jamais, passe par la lutte pour le renversement immédiat de la clique bonapartiste stalinienne, et la propagation de la révolution prolétarienne* ». Le mot d'ordre de renversement immédiat, est donc nettement exprimé ; or nous avons vu qu'il est actuellement absurde. Il a l'air moins absurde si l'on remplace bureaucratie par l'expression « clique bonapartiste stalinienne » car le renversement d'une « clique » s'envisage plus facilement. Mais comme nous l'avons vu la bureaucratie n'est pas une clique.

On peut dire que c'est une question de rythme plus ou moins bien apprécié mais nous constatons, une fois de plus, que les appréciations de rythme peuvent avoir une très grande importance. Il importe selon nous de redresser une position qui a été trop rapidement adoptée à la conférence, les discussions n'ayant pu être assez poursuivies.

2. - APPLICATION AU PROBLÈME DE LA DÉFENSE DE L'U. R. S. S.

On emploie souvent l'expression : « Nous défendrons l'U. R. S. S. parce que c'est un Etat ouvrier quoique dégénéré » ou bien « pour ce qui reste de la révolution d'octobre ». Il importe d'une part, de savoir ce qu'on entend par ces expressions, et d'autre part, de savoir que ce n'est jamais le passé que l'on défend mais les possibilités que recèle l'avenir. C'est une évidence que les phraséologies conservatrices ont intérêt à cacher.

a) Nous disons donc qu'il existe en U. R. S. S. un système économique progressif qui est bien une conséquence de la révolution d'octobre. C'est un système bien mis en marche et qui a déjà une telle solidité que Hitler dans les pays conquis n'est pas arrivé à établir à sa place une autre système économique. Nous voulons que ce système subsiste car il représente un progrès sur toutes les autres économies du monde et qu'il contribue, malgré ses imperfections, à maintenir le niveau technique et culturel de l'humanité. De plus, il est susceptible d'être un facteur très favo-

rable dans la révolution mondiale car il permettra au prolétariat révolutionnaire de prendre le pouvoir sans provoquer des bouleversements économiques et des crises de production et il aidera ainsi les pays où ces bouleversements et ces crises n'auront pu être évités.

Nous voulons aussi qu'il subsiste car sa chute ouvrirait un grand marché au capitalisme mondial, ce qui prolongerait son existence.

A ce point de vue, sa défense comme celle des peuples coloniaux, n'est qu'une forme d'attaque contre le capitalisme.

Donc, en ce qui concerne l'U.R.S.S. elle-même, c'est essentiellement sa structure économique et sociale que nous voulons défendre.

b) Défense actuelle de l'U. R. S. S. contre l'impérialisme. — Le problème dépend essentiellement du danger que « dans l'immédiat » on considère le plus grand pour l'Union Soviétique. Là encore, il faut mettre à part la position du prolétariat russe : il n'ignore pas la menace d'agression armée que l'impérialisme fait actuellement peser sur toutes les couches sociales de l'U. R. S. S. en même temps que sur son économie. Il la néglige d'autant moins que son action ne vise pas au renversement de l'économie du pays contrairement à l'action révolutionnaire en pays capitaliste, mais bien au renforcement de celle-ci. Toutefois, l'adversaire actuel, présent, « immédiat » est la bureaucratie et il ne doit pas, sous prétexte d'un front unique nécessaire, faire la paix avec elle, mais doit mener systématiquement le travail d'opposition dont nous avons parlé.

Tout autre est le problème de défense actuelle qui se pose au prolétariat des pays impérialistes. A part celui des régions occupées dont nous parlerons ultérieurement, il n'a pas de contact avec la bureaucratie, l'intermédiaire des bonzes des partis communistes étant inutilisable. Il a par contre un contact direct avec le grand ennemi de l'économie collective, l'impérialisme mondial.

Il constate surtout les préparatifs diplomatiques et militaires (exemple : l'expérience de Bikini) de l'agression armée. Or, une telle agression vise, en fait, la bureaucratie en même temps que l'économie qu'elle gère. Donc, tel qu'il se pose, de la manière la plus actuelle et la plus simple, tel qu'il est pratiquement ressenti par les couches progressives des pays impérialistes, le problème de la défense de l'U. R. S. S. confond pratiquement, dans une même défense, l'économie planifiée et la bureaucratie stalinienne, que cette défense soit envisagée par des manœu-

vres au sein des gouvernements ou par les méthodes de classe que nous préconisons (et qui, ultérieurement, permettraient le renversement révolutionnaire de la bureaucratie). Or, nous sommes « pour » l'économie planifiée et « contre » la bureaucratie stalinienne. Lequel des deux facteurs l'emporte-t-il ? C'est là le grave problème que pose la défense de l'U. R. S. S. actuelle, par le prolétariat des autres pays, problème que l'on ne peut pas éluder par de subtiles distinctions. Notre position est celle que Trotsky formulait à la veille de la guerre à peu près en ces termes : « Notre lutte contre la bureaucratie est subordonnée à la défense de l'économie collectivisée en U. R. S. S. » et il ajoutait : « La défense de cette économie est elle-même subordonnée à la lutte pour la révolution mondiale ».

c) Défense de l'U. R. S. S. à l'échelle historique. — L'U. R. S. S. et son économie ne pourront pas se maintenir indéfiniment dans l'équilibre actuel et finiront par tomber inéluctablement si la victoire de la révolution prolétarienne n'instaure pas le socialisme mondial.

C'est à cette vérité que correspond la dernière phrase citée. C'est elle qui expliquera que nous puissions aller parfois, à l'encontre de la défense militaire immédiate de l'U.R.S.S. Pour les questions importantes, cela peut se produire même en temps de guerre (défaitisme révolutionnaire dans les pays alliés de l'U. R. S. S.) ou lorsque l'U. R. S. S. est fortement menacée par les impérialismes (nous soulevons en ce moment les prolétaires des pays du glacis même lorsqu'ils s'opposent à l'U. R. S. S.). Événement quand l'U. R. S. S. est en danger, on ne risque d'affaiblir sa puissance que dans des cas très importants de lutte de classes. Par l'application de cette hiérarchie d'importances, la défense de l'U.R.S.S. n'est qu'une partie de la lutte pour la révolution mondiale, mais il reste à lui donner sa juste place dans cette lutte, ce qui est extrêmement délicat. Nous critiquerons plus loin un aspect du texte d'octobre 1945, de Leblanc, selon laquelle la défense de l'U. R. S. S. devrait actuellement primer tout autre chose.

Quelles que soient nos discussions, nous devons constamment expliquer que c'est la lutte des classes, la lutte pour la révolution mondiale qui domine tout. Pour reprendre dans sa forme une phrase du SE, citée au paragraphe précédent, nous dirons que la défense de l'U. R. S. S. à l'échelle historique passe par la lutte pour la révolution mondiale et le renversement de la bureaucratie stalinienne.